ganisa et à laquelle il fit reprendre l'offensive; il exposa, en juillet 1793, un plan qui n'indiquait pas des talents militaires exceptionnels et qui consistait « à réunir à Saint-Gaudens une armée pour percer la chaîne par son centre et faire replier l'invasion aux deux extrémités ». A son retour, il proposa et fit voter plusieurs décrets relatifs à la garde nationale de Paris, présenta un long rapport sur l'organisation du génie, fut élu président de la Convention, puis fut envoyé à l'armée navale de la Méditerranée, d'où il écrivit pour rendre compte du combat de l'Herse contre le *Berwick*. Ennemi de Robespierre et des Jacobins, il s'associa aux mesures de réaction qui suivirent le 9 thermidor, fut chargé de diverses opérations contre les « terroristes », et délégué près le camp sous Paris et à la direction de la force armée de la capitale. Il dénonça Escudier, Lanot et autres, combattit, d'autre part, les royalistes au 13 vendémiaire, et fit décréter alors que quiconque sortirait de sa commune avec un passeport des sections serait considéré comme un de leurs agents et puni de mort. En mission à Toulon en l'an III, il demanda par lettre en date du 29 germinal, qu'on « débaptisât tous les navires dont les noms rappelaient les jours désastreux du terrorisme. » Le 21 vendémiaire an IV, il fut élu député de la Manche au Conseil des Anciens, par 275 voix sur 461 votants. Le même jour, il était également élu par huit autres départements. Nommé, à la même époque, membre, puis président du Directoire exécutif, il fit peu parler de lui dans cette haute fonction. « Dans tous les temps, écrivait de lui la Réveillère à cette occasion, on rencontre de tels parvenus, sans qu'on puisse dire comment ils sont arrivés. » Letourneur prononça un discours à l'ouverture de l'Institut national, et quitta le pouvoir au bout de quelques mois (prairial an V). On a dit que, séduit par les dédommagements que ses collègues lui offraient, il voulut bien consentir à ce que le sort, qui devait faire rentrer l'un d'eux dans la vie privée, portât sur lui. Il fut en effet promu, le 21 prairial an V, maréchal de camp et inspecteur général de l'artillerie; peu après, le gouvernement l'envoya comme ministre plénipotentiaire, pour négocier la paix avec l'Angleterre. Au 18 fructidor, ses relations avec Carnot le firent rappeler et mettre, comme militaire, en non-activité. Après le 18 brumaire, Bonaparte lui confia, le 11 ventôse an VIII, les fonctions de préfet de la Loire-Inférieure. Letourneur occupa ce poste jusqu'à l'établissement de l'Empire, fut nommé plus tard maître des comptes, perdit cette place à la première Restauration, qui lui alloua une pension de 8,000 francs à titre de dédommagement, la reprit pendant les Cent-Jours, et, destitué de nouveau en 1815, fut de plus banni comme régicide par la loi du 12 janvier 1816. Il se réfugia en Belgique et mourut l'année suivante à Laeken, près Bruxelles.

LE TOURNEUR (EMMANUEL-PIERRE), membre de la Convention, né à Bonnétable (Sarthe) le 16 janvier 1755, mort à Paris le 17 mars 1830, marchand drapier au Mans, était président du district de cette ville, quand il fut élu, le 8 mai 1792, 1^{er} député suppléant de la Sarthe à la Convention « à la pluralité des voix » sur 525 votants. Condorcet, élu septième, ayant déjà opté pour l'Aisne, Le Tourneur fut immédiatement admis à siéger. Il vota la mort dans le procès du roi, et remplit à l'armée du Nord une mission au cours de laquelle il

ordonna l'arrestation de plusieurs officiers, et signa avec Cochon et Delbrel (6 août) l'ordre d'arrêter le général Hoche. Le 16 août suivant, on donna lecture à l'Assemblée de diverses lettres du conseil général de la commune de Cambrai, inculpant la conduite de Le Tourneur et l'accusant, ainsi que ses collègues Delbrel et Colombel, d'avoir abandonné précipitamment la ville. L'affaire fut renvoyée au comité de salut public. Le 9 septembre suivant, la Convention rappela Le Tourneur et le remplaça par Bar. Sous le Directoire, Le Tourneur obtint une place d'inspecteur de la loterie.

LETOURNEUX (FRANÇOIS-SÉBASTIEN), ministre et député au Conseil des Anciens, né à Saint-Julien-de-Concelles (Loire-Inférieure) en 1752, mort à Saint-Julien-de-Concelles en 1814, était avocat avant la Révolution. En 1791, il devint procureur-général syndic du département de la Loire-Inférieure. Letourneux n'avait pas d'autres antécédents politiques, et n'était même jamais venu à Paris, lorsque, le 28 fructidor an V, il fut appelé au ministère de l'Intérieur; il occupa cette fonction jusqu'au 30 messidor an VI. Il rédigea plusieurs circulaires assez importantes: sur la reproduction des bois, sur la nécessité d'organiser les institutions républicaines, sur l'emploi des nouveaux poids et mesures, sur l'instruction publique, sur la célébration de la fête de l'Agriculture, sur les fêtes nationales en général, etc. Il se montra d'ailleurs, dans ces hautes fonctions, assez gauche et fort emprunté. Les mémoires du temps rapportent que sa femme disait: « Nous mangeons le fricot dans de la poterie de Sèvres. » Placé ensuite dans l'administration de l'enregistrement et des domaines, il la quitta en mars 1799, et fut élu à cette époque (27 germinal an VII) député de la Loire-Inférieure au Conseil des Anciens. Il y vota le rejet de la résolution sur la liberté civile et politique, appuya celle qui avait trait aux émigrés naufragés à Calais, fit fixer les dépenses du ministère de l'Intérieur pour l'an VIII, fit appliquer à la Loire-Inférieure la loi des otages et donna des détails sur l'attaque de Nantes par les Chouans. Son opposition au coup d'Etat du 18 brumaire l'empêcha de faire partie du nouveau Corps législatif; mais il se rallia vite au fait accompli et fut nommé, le 12 floreal an VIII, juge au tribunal d'appel du département d'Ille-et-Vilaine, titre qu'il échangea, le 14 avril 1811, contre celui de conseiller à la cour impériale de Rennes. « Letourneux, écrivaient les auteurs de la *Biographie nouvelle des Contemporains*, est un homme de mérite dont la conduite politique a été constamment sage et mesurée, et qui a laissé les souvenirs les plus honorables dans ses différents emplois. » Si l'on en croit les biographies et les journaux de l'époque, cet ancien ministre aurait été pendant longtemps, par ses naïvetés, le sujet des conversations des premiers cercles de la capitale. Dinant un jour chez le citoyen Talleyrand, alors comme lui ministre du Directoire, Talleyrand, qui savait que ce jour même son collègue avait été visiter le jardin des Plantes, lui demanda s'il avait vu Lacépède, qui dans ce temps y était logé comme administrateur de l'établissement. « Non, répondit naïvement le ministre de l'Intérieur, mais j'ai vu la girafe. » Des éclats de rire apprirent au bon Letourneux l'étrange erreur dans laquelle il était tombé. Ce fait est fort plaisant sans doute, mais malheureusement il est contrové. Les savants et

les gens de lettres se vengèrent par le ridicule, de l'inifférence que le ministre des sciences et des arts affectait pour cette brillante partie de la gloire française. »

LETOURNEUX (JEAN-BAPTISTE-PAUL), député de 1834 à 1848, né à Mortain (Manche) le 25 novembre 1795, mort à Fougerolles (Manche) le 1^{er} août 1863, étudia la médecine à Paris, fut reçu docteur en 1819, et se fixa dans la Mayenne où il devint conseiller général et président de la Société l'agriculture. Ses travaux agronomiques et sa méthode d'assolements lui valurent une médaille d'or de la Société royale d'agriculture de Paris. Connu pour ses opinions libérales et son esprit conciliant, M. Letourneux brigua les suffrages des électeurs du 4^e collège de la Mayenne le 21 juin 1834, et fut élu député par 177 voix (259 votants, 395 inscrits), contre 71 à M. de Vaucelle. Son mandat lui fut renouvelé le 4 novembre 1837, par 207 voix (307 votants, 469 inscrits); le 2 mars 1839, par 206 voix (310 votants); le 9 juillet 1842, par 220 voix (296 votants, 492 inscrits), contre 36 à M. de Beauchêne et 34 à M. Noël de la Touche; le 1^{er} août 1846, par 190 voix (297 votants, 510 inscrits), contre 105 à M. Parran. M. Letourneux siégea au centre gauche et vota toutes les mesures libérales proposées par l'opposition, notamment *contre* les lois de disjonction, *contre* l'adresse de 1839, *pour* les fortifications de Paris, *pour* les incompatibilités, *pour* l'adjonction des capacités, *contre* la dotation du duc de Nemours, *contre* l'indemnité Pritchard, *pour* la proposition Rémusat. Il rentra en 1848 dans la vie privée, et reprit l'exercice de la médecine.

LETRONE (EDME), député en 1839, né à Bonnétable (Sarthe) le 4 juillet 1804, mort à Bonnétable le 4 novembre 1839, exerça pendant plusieurs années la profession de notaire. Propriétaire à Bonnétable, il fut élu, le 2 mars 1839, député du 6^e collège de la Sarthe (Mamers) par 221 voix sur 274 votants et 359 inscrits. Il prit place dans les rangs du tiers-parti. Décédé le 4 novembre de la même année, il fut remplacé, le 15 décembre suivant, par M. Gustave de Beaumont.

LETUTOUR (OLIVIER), député en 1791, né au Cogno en Pluméliau (Morbihan) en 1750, mort à Baud (Morbihan) vers 1800, était cultivateur avant la Révolution. Ayant fait des études pour entrer au séminaire, il fut délégué en 1790 à l'assemblée fédérative de Pontivy, fut un des secrétaires de cette assemblée, et devint, en juin, membre du directoire du département du Morbihan. Partisan des idées de la Révolution, il fut élu, le 30 août 1791, député du Morbihan à l'Assemblée législative, le 1^{er} sur 8, par 197 voix sur 339 votants; il se borna à voter silencieusement avec la majorité. Il recueillit encore des voix dans son département lors des élections de septembre 1792 à la Convention, mais ne fut pas élu. M. R. Kerviler, qui a donné l'unique notice parue jusqu'ici sur ce législateur, croit, d'après une tradition locale, qu'il fut nommé par la suite juge de paix de son canton.

LEULLION. — Voy. THORIGNY (DE).

LEURENT (JULES-JOSEPH-ANDRÉ), représentant en 1871, député de 1876 à 1877, né à Roncq (Nord) le 17 octobre 1813, mort à Halluin (Nord) le 30 juin 1883, étudia la médecine, se fit recevoir docteur et exerça cette profession

pendant une dizaine d'années, puis il entra dans l'industrie. Devenu filateur de lin et de coton à Tourcoing, il fut membre du conseil municipal de cette ville (1848), membre de la chambre consultative des Arts et Manufactures, plusieurs fois conseiller général du Nord pour le canton de Tourcoing-sud, et afficha des opinions nettement protectionnistes. Pendant cinq ans, il appartint au comité central de la sucrerie indigène et il joua un rôle important dans toutes les enquêtes qui eurent lieu durant cette période devant le conseil d'Etat, le conseil supérieur du commerce, et devant les commissions des douanes au Corps législatif. Décoré de la Légion d'honneur en 1867, il fut porté, le 8 février 1871, sur la liste conservatrice du Nord, et élu représentant à l'Assemblée nationale, le 10^e sur 28, par 207,871 voix (262,927 votants, 326,440 inscrits). M. Laurent siégea à droite et vota : *pour* la paix, *pour* les prières publiques, *pour* l'abrogation des lois d'exil, *pour* le pouvoir constituant de l'Assemblée, *pour* la chute de Thiers au 24 mai, *pour* le septennat, *pour* la loi des maires, *pour* l'état de siège, *pour* le ministère de Breglie, *contre* les amendements Wallon et Pascal Duprat, *contre* des lois constitutionnelles. Il prit part à plusieurs discussions économiques, fit partie de la commission du budget en 1871 et en 1872, parla sur l'impôt des matières premières (1872), et se fit fréquemment le champion des idées protectionnistes. Le 2 juillet 1873, lors d'une proposition d'ajournement de l'examen des lois constitutionnelles, il déclara qu'on pouvait attendre, et que « le pays avait plus de confiance dans l'avenir en voyant sa situation améliorée depuis le 24 mai ». L'*Echo du Nord* fit remarquer, à cette occasion, que la filature de M. Laurent, à Halluin, fermée depuis le 1^{er} janvier 1872, n'avait point rouvert depuis la chute de Thiers. En février 1875, M. Laurent proposa un amendement aux lois constitutionnelles en discussion, portant que « les fonctionnaires de l'ordre administratif pourraient pas être nommés sénateurs dans les départements où ils exerçaient leurs fonctions ». Candidat « conservateur constitutionnel » aux élections du 20 février 1876, M. Laurent fut élu député de la 6^e circonscription de Lille par 5,775 voix (10,546 votants, 12,824 inscrits), contre 4,656 à M. Desurmont. Il reprit sa place à droite et se prononça, avec la minorité monarchiste, pour le gouvernement du 16 mai, contre les 363. Il rentra dans la vie privée aux élections du 14 octobre 1877.

LEUSSE (LOUIS-PAUL, COMTE DE), député au Corps législatif de 1869 à 1870, né à Paris le 28 avril 1835, était maire de Reichshoffen et membre du conseil général du Bas-Rhin, lorsqu'il fut élu, le 24 mai 1869, député de la 4^e circonscription de ce département au Corps législatif, par 18,898 voix, sur 29,606 votants et 35,838 inscrits, contre 9,670 à M. Adolphe de Turckheim et 954 à M. Becquet. Il siégea dans la majorité dynastique. En juillet 1870, au moment où l'on croyait la guerre évitée, il déposa avec M. Clément Duvernois une demande d'interpellation « sur les garanties stipulées par le cabinet pour éviter le retour des complications successives avec la Prusse ». Le cabinet crut voir dans cette interpellation la pensée de l'empereur, et se hâta d'exiger des garanties qui aboutirent à une rupture. M. de Leusse vota *pour* la déclaration de guerre à la Prusse. Le 4 septembre le rendit à la vie privée. Après l'annexion, il opta pour la France. Depuis

1826, M. de Lousse a entrepris une campagne en faveur d'une union douanière agricole des nations centrales de l'Europe; cette idée, qu'il a défendue dans des brochures et dans la presse, a été mise à l'étude par la Société des agriculteurs de France. Chevalier de la Légion d'honneur.

LEVAILLANT (CHARLES-MAURICE-EUGÈNE), député au Conseil des Cinq-Cents, né à Oisy (Pas-de-Calais) le 17 septembre 1754, mort à une date inconnue, cultivateur à Oisy, fut, le 26 germinal an VII, élu député du Pas-de-Calais au Conseil des Anciens par 307 voix sur 409 votants; il y siégea obscurément. Il ne doit pas être confondu avec Vaillant, député du Pas-de-Calais à l'Assemblée constituante de 1789, puis aux Anciens en l'an IV.

LEVAILLANT (LOUIS-MARIE-ALEXANDRE), député de 1831 à 1837, né à Carentoir (Morbihan) le 21 mai 1783, mort à Ancenis (Loire-Inférieure) le 1 juillet 1845, fit sa carrière dans la magistrature comme juge-suppléant au tribunal civil d'Ancenis, puis comme président de ce tribunal (1831). Le 5 juillet 1831, il fut élu député du 4^e collège de la Loire-Inférieure (Ancenis), par 67 voix sur 86 votants et 150 inscrits. Il appartint à l'opposition dont il signa le *Compte-rendu* en 1832, fut du nombre des députés qui déclarèrent s'abstenir, le 16 avril 1833, lors du procès intenté au journal *la Tribune*, obtint sa réélection le 21 juin 1834, par 66 voix (85 votants, 150 inscrits), contre 10 à M. Thiers, et siégea jusqu'en 1837 parmi les libéraux.

LEVAILLANT. — Voy. DOUET (DU).

LEVAILLANT DE BOVANT (ADRIEN-LOUIS-MATHIEU, CHEVALIER), député de 1827 à 1831, né à Lons-le-Saulnier (Jura) le 16 mars 1777, mort à Paris le 8 février 1859, entra dans l'administration des forêts, et fut inspecteur à Beauvais. Propriétaire à Méru (Oise), il fut élu, le 17 novembre 1827, député du 1^{er} arrondissement de ce département (Beauvais) par 210 voix (354 votants, 376 inscrits), contre 139 à M. Borel de Brétizel. M. Levaillant de Bovant soutint la politique du ministère Martignac, combattit le cabinet Polignac et fut des 221. Réélu, le 23 juin 1830, par 278 voix (416 votants, 448 inscrits), contre 128 à M. Borel de Brétizel, il adhéra au gouvernement de Louis-Philippe, et opina avec la majorité conservatrice jusqu'en 1831. Officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Empire du 22 novembre 1808.

LEVALLOIS (JOSEPH-JEAN-BAPTISTE), député au Conseil des Cinq-Cents, né à Rochefort (Charente-Inférieure) le 14 décembre 1760, mort à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure) le 12 octobre 1840, était avocat à Rochefort au moment de la Révolution. Il fut nommé administrateur du district de Rochefort (juillet 1790), et membre du directoire du département en 1791, situation qu'il garda jusqu'au fonctionnement de la Constitution de l'an III. Élu député de la Charente-Inférieure au Conseil des Cinq-Cents, le 23 vendémiaire an IV, il s'y montra assez modéré, proposa de faire juger par voie administrative la validité des prises maritimes, et, l'année suivante, s'éleva contre le projet qui soumettait à l'influence du Directoire exécutif le résultat des prochaines élections. Réélu au même Conseil par le même département, le 26 germinal an VII, il y parla sur l'état de la marine et sur la lamentable situation financière

des hospices, et, au moment du coup d'État de brumaire, appuya énergiquement la proposition de Jourdan de déclarer la patrie en danger. Néanmoins, il ne fut pas inquiété après le 18 brumaire, et ne tarda pas d'ailleurs à se rallier au fait accompli. Le gouvernement consulaire le nomma, en 1800, receveur des finances de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély, fonctions qu'il occupa jusqu'au 8 avril 1829; à cette date, il donna sa démission en faveur de son fils cadet, ancien capitaine de génie.

LEVASSEUR (ANTOINE-LOUIS), député en 1791, membre de la Convention, député au Conseil des Cinq-Cents, né à Sarrebourg (Meurthe) le 15 juin 1746, mort à Bruxelles (Belgique) en 1820, ancien membre de l'administration provinciale des Trois-Évêchés et procureur du roi de la juridiction, fut élu, en 1790, procureur-syndic du district de Toul, et le 1^{er} septembre 1791, député de la Meurthe à l'Assemblée législative, le 5^e sur 8, par 236 voix (400 votants). Il s'y fit peu remarquer, et fut réélu député du même département à la Convention (4 septembre 1792, le 3^e sur 8, par 259 voix (508 votants). Dans le procès de Louis XVI, il s'exprima ainsi, au 2^e appel nominal : « C'est par respect pour la souveraineté du peuple, et pour lui rendre un hommage sincère et non dérisoire, que je veux remplir le principal vœu de mon mandat, de faire, selon ma conscience et mes lumières, ce qui sera le mieux pour son salut : je dis non. » Et au 3^e appel nominal : « Je vote pour la peine de mort, comme la seule qui doit être appliquée aux conspirateurs. » En mars 1793, il fut envoyé en mission dans la Meurthe et la Moselle, et, au mois de juin suivant, s'opposa à la mise hors la loi du général Wimpfen. Nommé secrétaire de l'Assemblée après le 9 thermidor, il devint membre du comité de sûreté générale et fut chargé de plusieurs missions, dont une relative à l'armement de 300,000 hommes. En 1795, il fit rendre un décret sur l'organisation de l'ordre judiciaire. Sorti de la Convention, il fut appelé, le 21 floréal an IV, à siéger au Conseil des Cinq-Cents, par une résolution de ce Conseil, pour remplacer un membre des deux tiers des conventionnels réélus. Mais cette résolution fut rejetée par le Conseil des Anciens. Levasseur fut alors nommé secrétaire rédacteur du Conseil des Cinq-Cents. Administrateur des hospices de Paris en 1799, il resta, sous le gouvernement impérial, secrétaire-rédacteur du Corps législatif, puis il quitta ce poste en 1814, et obtint une pension de retraite; mais, atteint par la loi de 1816 contre les *votants*, il passa en Belgique, où il mourut en 1820.

LEVASSEUR (RENÉ), membre de la Convention, né à Sainte-Croix (Sarthe) le 27 mai 1747, mort au Mans (Sarthe) le 18 septembre 1834, était chirurgien-accoucheur au Mans, et avait acquis dans sa profession une certaine renommée. Partisan de la Révolution, il fut nommé, en 1791, administrateur du district du Mans, et fut élu, le 6 septembre 1792, membre de la Convention par le département de la Sarthe, le 6^e sur 10, à la pluralité des voix sur 525 votants; il siégea à la Montagne, donna son opinion sur les subsistances, et vota pour la mort de Louis XVI, sans appel ni sursis. Ardent jacobin, il se montra l'adversaire implacable du parti girondin, proposa, le 9 mars 1793, l'établissement, qui fut voté, d'un tribunal extraordinaire chargé de juger les prévenus sans appel ni recours; fit décréter la peine de mort contre

quiconque proposerait la loi agraire; dit, à propos de l'assassinat de Lepelletier, qu'il fallait raser la maison où un attentat serait commis contre un député; appuya le maintien du décret qui cassait la commission des Douze; annonça une trahison à l'armée des Pyrénées-Orientales; discuta le projet de Constitution, et dénonça plusieurs de ses collègues qu'il suspectait de modérantisme. Levasseur fut secrétaire de la Convention. Il prit une part active aux délibérations de l'assemblée, fut envoyé en mission à Gonesse, y ordonna plusieurs arrestations, et, de retour à son siège de député, provoqua les sévérités de la majorité contre Deferrion et Coustard opposants au 31 mai, et contre les habitants de Sedan, qui, après le 10 août, avaient fait arrêter des représentants par ordre de La Fayette. René Levasseur embrassa le parti de Robespierre et le défendit contre Philippeaux et autres. Envoyé en mission dans l'Oise en novembre 1793, il fit mettre « à un régime paternel et commun » les suspects détenus dans le château de Chantilly: « Ces messieurs, écrivait-il, craignant de ne pas vivre assez longtemps, accaparaient tous les œufs, le beurre, le sucre et le café que l'on trouvait à 3 ou 4 lieues à la ronde. » La Convention décréta la mise en vigueur générale de son arrêté, et imposa, dans les maisons d'arrêt, « une nourriture frugale et la même pour tous, le riche payant pour le pauvre ». Dévoué sans réserve aux idées de la Révolution, Levasseur prononça, le 18 décembre 1793, aux Jacobins, l'éloge de Marat, à qui il attribua une part dans la victoire de Toulon. Il appuya la mise en liberté de Vincent et de Ronsin, fit décréter l'abolition de l'esclavage, défendit Chasles, inculpa Westermann, et se joignit énergiquement aux accusateurs de Danton. Du Nord, où il avait été envoyé, il adressa, sur les opérations de nos armées, diverses communications importantes à la Convention. Après le 9 thermidor, René Levasseur resta fidèle aux opinions qu'il avait précédemment soutenues. En septembre 1794, il s'éleva aux Jacobins contre la mise en liberté des aristocrates, et dénonça Lecointre, Tallien et leurs amis. « Ce n'est pas, dit-il, pour l'amour de la liberté que certains personnages ont attaqué le tyran; c'était pour lui succéder. » Il opina pour la déportation des prêtres et des nobles, jura guerre à mort aux ennemis du patriotisme, repoussa le projet de réglementer les sociétés populaires, et attaqua les Vendéens, les restes de la Gironde et tous les « modérés ». Impliqué dans les événements de germinal an III, il fut décrété d'arrestation, et l'assemblée lui enjoignit de se constituer prisonnier dans les vingt-quatre heures, sous peine d'être déporté. Il obéit, et bénéficia de l'amnistie du 4 brumaire suivant. Il retourna alors au Mans et y reprit sa profession de chirurgien. En août 1815, les Prussiens, qui passaient par là sous les ordres de Bücher, l'arrêtrèrent et l'envoyèrent à Paris, puis à Coblenz, où, après être resté quelque temps détenu, on lui rendit la liberté. S'étant alors fixé dans les Pays-Bas, il y exerça son art avec succès et fut reçu en 1819 membre de l'université de Louvain. La révolution de 1830 lui permit de revenir en France: il y pratiqua encore la chirurgie et mourut au Mans en 1834. On a publié sous son nom les *Mémoires de René Levasseur (de la Sarthe), ex-conventionnel* (1829). Cet ouvrage fut poursuivi et condamné comme outrageant « les principes de la monarchie et la religion ». Il fut reconnu au procès que l'auteur en était Achille Roche, ancien secrétaire de Benjamin

Constant. Personnellement, René Levasseur publia à Bruxelles, en 1822, une *Dissertation sur la nymphéotomie et sur l'enclavement*.

LEVASSEUR (POLYCARPE-ANNE-NICOLAS), sénateur du second Empire, né à Beaugency (Loiret) le 26 juin 1790, mort à Paris le 10 novembre 1857, entra à l'école militaire de Fontainebleau en 1806, fit la campagne de Pologne et la guerre d'Espagne, devint lieutenant en 1809, capitaine le 1^{er} mars 1812, fut blessé à Kulm, fait prisonnier à Dresde, rentra en France le 11 juin 1814, fut attaché, en 1815, au 4^e corps sous les ordres de Gérard, et licencié après Waterloo. Il était alors chevalier de la Légion d'honneur. Incorporé (septembre 1815) dans la légion de l'Aisne, qui devint le 2^e de ligne, il n'eut pas d'avancement sous la Restauration, puis, après la révolution de 1830, il prit part à l'expédition de Belgique qui lui valut le grade de colonel du 22^e de ligne (janvier 1838), se distingua en Afrique (1839-1840), et devint maréchal de camp le 16 novembre de cette dernière année. Il prit part au combat de Sétif, et fut blessé quelque temps après, au cours d'une expédition en Kabylie (1841). Rappelé en France en 1846, il commanda la subdivision des Côtes-du-Nord, et retourna en Afrique où il fut nommé général de division par le général Cavaignac, le 17 août 1848. De nouveau rappelé en France, il commanda à Lyon et à Paris. Inspecteur d'infanterie et membre du comité de cette arme en 1850, grand-officier de la Légion d'honneur (12 décembre 1851), il eut à réprimer divers mouvements populaires au moment du coup d'Etat de décembre. Admis à la retraite comme divisionnaire, il fut nommé sénateur le 31 janvier 1855; à la Chambre haute, il siégea jusqu'à sa mort dans la majorité dynastique.

LEVASSEUR. — Voy. VILLEBLANCHE (DE).

LE VASSOR. — Voy. TOUCHE-TRÉVILLE (COMTE DE LA).

LEVAVASSEUR (PIERRE-LÉON), député en 1791, né à Rouen (Seine-Inférieure) le 9 mars 1756, mort à Paris le 18 juillet 1803, entra dans le corps d'artillerie des colonies et devint lieutenant en second le 22 juillet 1781, capitaine en second le 1^{er} novembre 1784, capitaine en premier à la 3^e compagnie d'ouvriers, et chef des constructions du port à Toulon, avec rang de lieutenant-colonel, le 1^{er} juillet 1792. Il avait été élu, le 7 septembre 1791, député de la Seine-Inférieure à l'Assemblée législative, le 16^e et dernier, à la pluralité des voix. Adjoint à la direction générale de l'artillerie de marine le 23 pluviôse an IV, il fut successivement nommé général de brigade le 9 pluviôse an VIII, général de division le 7 ventôse an XI, commandeur de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII, et inspecteur général de l'artillerie de marine. Admis à la retraite le 15 ventôse an XIII.

LEVAVASSEUR (PIERRE-JACQUES-AMABLE), membre du Sénat conservateur, né à Rouen (Seine-Inférieure) le 29 avril 1726, mort à Paris le 8 août 1802, appartenait à une famille de négociants. Adonné lui-même au commerce, Levavasseur, « qui, d'après un biographe, avait fait preuve de talent dans diverses occasions », fut nommé administrateur des hospices civils, échevin, membre de la chambre de commerce, et président de la juridiction consulaire. Il s'acquitta avec zèle de ces fonctions et reçut en

récompense des lettres de noblesse. Au début de la Révolution, il devint électeur, officier municipal, administrateur du département de la Seine-Inférieure, et président du tribunal de commerce. Le 4 nivôse an VIII, Levavasseur fut appelé au Sénat conservateur. Il mourut à Paris en 1802.

LEVAVASSEUR (CHARLES), député de 1842 à 1848, représentant en 1848 et en 1849, député au Corps législatif de 1852 à 1857, parent du précédent, né à Rouen (Seine-Inférieure) le 31 mars 1804, propriétaire dans cette ville et armateur, manifesta, sous Louis-Philippe, des opinions libérales, et fut plusieurs fois, dans son département, candidat de l'opposition constitutionnelle à la Chambre des députés. Il échoua une première fois, le 31 juin 1834, dans le 8^e collège de la Seine-Inférieure (Dieppe), avec 77 voix contre 156 à l'élu, M. Aroux, et 75 à M. Debréant; puis, le 9 juillet 1842, dans le 2^e collège du même département (Rouen) avec 264 voix contre 303 à l'élu, M. Toussin. Mais, le 12 novembre 1842, après la mort de M. Bérigny, M. Levavasseur fut élu, à sa place, député de Dieppe par 228 voix sur 425 votants. Il prit place dans la gauche dynastique, avec laquelle il vota le plus souvent, notamment contre l'indemnité Pritchard et pour la proposition relative aux députés fonctionnaires. Il parut plusieurs fois à la tribune, pour y défendre les intérêts de la marine marchande. Réélu, le 1^{er} août 1846, dans le 2^e collège de la Seine-Inférieure (Rouen), avec 329 voix (475 votants, 522 inscrits), contre 105 à M. Baudouin, tandis qu'il échouait à Dieppe avec 221 voix contre 268 à l'élu, M. Rouland, il combattit la politique de Guizot et prit part au mouvement réformiste. La révolution de février le rejeta dans les rangs du parti conservateur. Élu, le 23 avril 1848, représentant de la Seine-Inférieure à l'Assemblée constituante, le 7^e sur 19, avec 133,675 voix, il siégea à droite, fut du comité extra-parlementaire de « la rue de Poitiers », appartint, dans l'Assemblée, au comité de l'Algérie, et vota : pour le rétablissement du cautionnement et de la contrainte par corps, pour les poursuites contre Louis Blanc et Causidière, contre l'amendement Grévy, contre le droit au travail, pour la proposition Râteau, pour les crédits de l'expédition de Rome, contre l'amnistie, etc. Il prit la parole, le 8 septembre 1848, pour combattre toute espèce de fixation d'un nombre réglementaire d'heures de travail pour les ouvriers. M. Levavasseur fut réélu, le 13 mai 1849, représentant du même département à la Législative, le 5^e sur 16, par 93,166 voix (146,223 votants, 213,301 inscrits); il appartint à la majorité monarchiste et catholique avec laquelle il opina : pour l'expédition de Rome, pour la loi Falloux-Parieu sur l'enseignement, pour la loi du 31 mai restrictive du suffrage universel, etc. Rallié à la politique du coup d'Etat, il fut choisi par L.-N. Bonaparte pour faire partie de la Commission consultative. Puis il fut élu, comme candidat du gouvernement, le 29 février 1852, député de la 2^e circonscription de la Seine-Inférieure au Corps législatif, par 12,791 voix (18,855 votants, 36,420 inscrits), contre 3,832 à M. Achille Lemasson. M. Levavasseur s'associa au rétablissement de l'Empire, parla, avec une certaine verve groudéuse, sur les chemins de fer, sur les douanes, sur les travaux des ports, et vota le plus souvent avec la majorité dynastique jusqu'aux élections de 1857. Ayant perdu le bénéfice de la candidature officielle, il échoua

alors dans la même circonscription, avec 2,357 voix seulement contre 9,083 à M. Pouyer-Quertier, candidat officiel, élu, et 5,144 à M. Lemasson. Il se représenta encore, sans succès, le 1^{er} juin 1863, et n'obtint que 1,766 voix contre 10,907 à M. Pouyer-Quertier, député sortant, et 8,114 à M. Desseaux. On cite de M. Levavasseur quelques brochures sur la question des sucres (1837), la question coloniale (1839), la race noire (1841), etc.

LE VAVASSEUR (LOUIS-FRANÇOIS-GUSTAVE), député en 1876 et 1877, et de 1878 à 1885, né à Breteuil (Oise) le 24 octobre 1826, propriétaire, devint conseiller général de l'Oise pour le canton de Breteuil, et se présenta comme candidat républicain conservateur à l'Assemblée nationale le 8 novembre 1874, en remplacement de M. Perrot décédé : il obtint 18,974 voix contre 52,632 à M. le duc de Mouchy, bonapartiste élu, et 19,063 à M. André Rousselle, radical. M. Le Vavasseur fut plus heureux aux élections législatives du 20 février 1876, et devint député de l'arrondissement de Clermont par 10,642 voix (21,185 votants, 24,696 inscrits), contre 10,191 à M. Labitte, ancien représentant. Sa profession de foi disait : « Je me présente à vos suffrages avec mon passé, et je veux aujourd'hui le maintien de la constitution qu'en 1874 j'appelai de mes vœux. Notre premier devoir à tous est de la respecter : reviser n'est pas détruire. Je n'admets pas qu'on retienne de la constitution le droit de la renverser. » Et plus loin : « L'ordre et la stabilité sont indispensables au développement du commerce et de l'industrie, à la prospérité de notre féconde agriculture ; vous savez que je suis un homme d'ordre avant tout. » M. Le Vavasseur s'inscrivit au centre gauche et fut des 363. Après la dissolution de la Chambre, il ne réunit (14 octobre 1877), dans la même circonscription, que 10,735 voix contre 11,498 à M. Labitte, candidat officiel, élu. Mais, cette élection ayant été invalidée, l'arrondissement de Clermont donna, le 3 mars 1878, une majorité de 11,619 voix à M. Le Vavasseur (20,259 votants, 25,206 inscrits), contre M. de Chatenay, qui obtint 8,029 suffrages. Il reprit sa place au centre gauche, soutint le ministère Dufaure, et vota pour l'article 7, contre l'amnistie plénière, pour l'invalidation de Blanqui, etc. Réélu en 1881, au second tour de scrutin, le 4 septembre, par 11,576 voix (15,382 votants, 24,897 inscrits), il se montra, par ses votes, le défenseur constant de la politique opportuniste, repoussa l'abrogation du Concordat, l'élection des magistrats par le peuple, vota les crédits de l'expédition du Tonkin, la surtaxe sur les céréales, et fut inscrit, le 4 octobre 1885, sur la liste républicaine de l'Oise : il n'y obtint plus que 19,493 voix sur 91,643 votants, et se retira avant le scrutin de ballottage.

LÉVÊQUE (PIERRE), député en 1789, né le 4 mai 1749, mort à une date inconnue, curé de Tracy-Bocage en Normandie, fut élu, le 26 mars 1789, député du clergé aux États-Généraux par le bailliage de Caen. Il passa inaperçu dans la Constituante.

LÉVÊQUE (PIERRE), CHEVALIER DE SAINT-CYR, député au Conseil des Anciens, né à Nantes (Loire-Inférieure) le 3 septembre 1746, mort au Havre (Seine-Inférieure) le 16 octobre 1814, manifesta de bonne heure du goût pour les mathématiques. Il s'engagea comme mousse pour apprendre la navigation et fut profes-

seur de mathématiques à Mortagne et à Nantes. Dans cette dernière ville, il obtint, en 1772, la chaire d'hydrographie, et devint, en 1786, examinateur de la marine. Ses travaux sur les aérostats et sur les machines à vapeur lui méritèrent d'autre part le titre d'ingénieur. Pendant la Révolution, il continua d'exercer ses fonctions de professeur, et fut élu député de la Loire-Inférieure au Conseil des Anciens, le 28 germinal an V, par 163 voix (184 votants). Il ne se fit remarquer que par sa modération. Proscrit au 18 fructidor, il se consacra exclusivement à l'étude de l'astronomie et de la navigation, devint examinateur à l'École polytechnique, membre de l'Institut le 5 germinal an IX, membre de la Légion d'honneur le 4 frimaire an XII, et fut créé chevalier de l'empire le 3 mai 1809. La mort de son fils, officier du génie, les malheurs de la France, et le retour des Bourbons l'affectèrent douloureusement. Il mourut d'une attaque d'apoplexie foudroyante au Havre, où il était venu faire passer l'examen des élèves de la marine. On a de lui : *Guide du navigateur* (Nantes, 1779).

LÈVÈQUE (PIERRE-JEAN), député au Corps législatif de l'an VIII à 1806, né à Caen (Calvados) en 1755, mort à une date inconnue, fut d'abord professeur, puis remplit des fonctions administratives dans le département du Calvados. Désigné par le Sénat conservateur, le 4 nivôse an VIII, pour représenter ce département au Corps législatif, il y siégea jusqu'en 1806.

LÈVÈQUE (HENRI-FRÉDÉRIC), représentant en 1871, député de 1876 à 1889, né à Léry (Côte-d'Or) le 8 août 1829, étudia le droit, se fit recevoir avocat, puis docteur, et s'inscrivit au barreau de Dijon. Conseiller d'arrondissement depuis 1859, conseiller municipal et adjoint au maire de Dijon depuis 1865, il fut nommé, par le gouvernement de la Défense nationale, procureur de la République (8 septembre 1870) : la population lui sut gré de son attitude énergique en présence de l'invasion, attitude qui le fit interner par l'ennemi à Epinal; pris comme otage, le 31 octobre 1870, pour garantie de l'acceptation du traité de capitulation par les habitants et le conseil municipal de Dijon, il réussit à s'échapper le 16 janvier 1871, et se présenta, comme républicain, en remplacement de Garibaldi démissionnaire, aux élections complémentaires du 2 juillet 1871, pour l'Assemblée nationale : élu représentant de la Côte-d'Or, par 41,917 voix (73,218 votants, 116,808 inscrits), il siégea au groupe de la gauche républicaine, dont il fut secrétaire. Il fit partie de nombreuses commissions, notamment de celle du classement des bureaux de tabac, et vota *contre* le pouvoir constituant de l'Assemblée, *pour* la dissolution, *pour* le gouvernement de Thiers et *contre* sa chute au 24 mai, *contre* le septennat, l'état de siège, la loi des maires, le ministère de Broglie, *pour* les amendements Wallon et Pascal Duprat, *pour* l'ensemble des lois constitutionnelles. Le 8 octobre 1871, il avait été élu conseiller général de la Côte-d'Or par le canton de Saint-Seine-l'Abbaye. Réélu, le 20 février 1876, député de la 2^e circonscription de Dijon, par 10,276 voix (18,209 votants, 23,200 inscrits), contre 7,723 à M. Lejeas, M. Lévêque reprit sa place à gauche et fut des 363. Il obtint, comme tel, le renouvellement de son mandat, le 14 octobre 1877, avec 11,100 voix (19,577 votants, 23,081 inscrits), contre 8,415 à M. Lejeas, candidat officiel du gouvernement du Seize-Mai, et s'as-

socia, dans les rangs de la majorité républicaine, à la plupart de ses votes : *pour* les invalidations des députés de la droite, *pour* le ministère Dufaure, *pour* l'article 7, *pour* l'élection de M. Grévy à la présidence de la République au Congrès, *pour* l'invalidation de Blanqui, *pour* l'amnistie partielle, *pour* les lois nouvelles sur la presse et le droit de réunion; un décret du 29 août le nomma sous-gouverneur du Crédit foncier. Réélu, le 21 août 1881, par 11,131 voix (13,153 votants, 23,081 inscrits), député de Dijon, il fit partie de la commission du phylloxera, soutint de ses votes la politique opportuniste, repoussa l'élection des magistrats par le peuple, la séparation de l'Église et de l'État, et vota *pour* les crédits de l'expédition du Tonkin. Porté, en octobre 1885, sur la liste républicaine modérée de la Côte-d'Or, il fut élu, au second tour de scrutin, le 18 octobre, grâce au désistement des radicaux, le 6^e et dernier, par 54,431 voix (91,997 votants, 113,471 inscrits). M. Lévêque vota pour les ministères Rouvier et Tirard, *pour* l'expulsion des princes, et, dans la dernière session, *pour* le rétablissement du scrutin d'arrondissement (11 février 1889), *pour* l'ajournement indéfini de la révision de la Constitution, *pour* les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, *pour* le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, *pour* les poursuites contre le général Boulanger. M. Lévêque est président de la Société d'horticulture et de viticulture de la Côte-d'Or.

LEVERDAYS (JEAN-GERMAIN), député de 1831 à 1832, né à Mortain (Manche) le 31 août 1772, mort à Mortain le 11 avril 1849, exerça la médecine dans cette localité. Le 5 juillet 1831, il fut élu député du 7^e collège de la Manche (Mortain), par 145 voix sur 195 votants et 274 inscrits, contre 89 à M. Costaz, ancien membre du Tribunal. M. Leverdays siégea dans la majorité conservatrice. Démissionnaire l'année d'après, il fut remplacé, le 27 décembre 1832, par M. Legrand.

LE VERRIER (URBAIN-JEAN-JOSEPH), représentant du peuple en 1849, sénateur du second empire, né à Saint-Lô (Manche) le 11 mars 1811, mort à Paris le 23 septembre 1877, fit ses études à Saint-Lô, à Caen et au collège Louis-le-Grand à Paris, puis entra à l'École polytechnique, en sortit dans les premiers et choisit l'administration des tabacs. Mais il s'adonna principalement à la chimie, étudia les combinaisons du phosphore, et découvrit un mode de préparation de l'oxyde de phosphore pur. Il s'occupait en même temps de mathématiques transcendantes, et obtint une place de répétiteur à l'École polytechnique pour le cours de géométrie, cours dont il devint titulaire en 1839, après la mort de Savary. Les leçons qu'il professait confinaient à la mécanique céleste, et il se préoccupa des inégalités séculaires des révolutions des planètes. En 1839, il présenta deux mémoires à l'Académie des sciences sur les éléments astronomiques et les conditions de stabilité de notre système; ces mémoires fixèrent l'attention du monde savant et spécialement d'Arago, qui conseilla au jeune mathématicien d'appliquer ses calculs et ses méthodes à la détermination de l'orbite de Mercure, encore mal définie. Le Verrier exécuta ce travail avec une grande habileté, et, l'année suivante, il présenta une théorie nouvelle des comètes périodiques de 1770 et 1843. Cette théorie devait plus tard être complétée par

M. Schiaparelli. Ces différents travaux lui ouvrirent les portes de l'Académie des sciences où il fut élu, le 19 janvier 1846, en remplacement du comte Cassini. Cette même année, Le Verrier fit la découverte qui le rendit surtout célèbre. Étudiant les inégalités de la planète Uranus, il conclut, de ses calculs, que les éléments astronomiques connus ne pouvaient en expliquer l'amplitude et que, par conséquent, il devait exister, dans une région du ciel qu'il détermina, un corps encore à découvrir qui influençait la marche d'Uranus. Il put calculer d'avance la masse, l'orbite et les positions de ce corps céleste, et annonça, le 1^{er} juin 1846, à l'Académie des sciences, le point du ciel où on le rencontrerait au premier janvier de l'année suivante. Le 23 septembre, M. Galle, astronome allemand, découvrit la nouvelle planète à la place indiquée et lui donna le nom de *Neptune*. Cette découverte fit beaucoup de bruit. Les sociétés savantes étrangères inscrivirent M. Le Verrier au nombre de leurs membres; M. de Salvandy, ministre de l'Instruction publique, commanda son buste, rêvant, comme il le disait aussi, de faire la conquête politique d'un savant aussi illustre, et le roi Louis-Philippe envoya à l'astronome la croix d'officier de la Légion d'honneur, le titre d'astronome adjoint au Bureau des longitudes, et fit créer pour lui une chaire d'astronomie à la Sorbonne. Pourtant une polémique assez vive ne tarda pas à s'engager sur la priorité de la découverte; un mathématicien anglais, M. Adams rappela qu'en 1841 il avait publié de longs calculs sur la cause des perturbations d'Uranus, calculs dont M. Le Verrier s'était servi. Malgré cette réclamation, on fut assez unanime à reconnaître que la plus grande partie sinon toute la gloire de la découverte de Neptune devait revenir à notre compatriote qui avait déterminé les éléments astronomiques de la nouvelle planète. Un travail complet sur cette nouvelle planète quelque temps appelée planète Le Verrier, parut dans la *Connaissance des temps* (1849). M. Le Verrier, devenu célèbre, entra dans la politique. Il se mêla au mouvement de 1848, dans le parti démocratique, et fut élu, le 13 mai 1849, représentant de la Manche à l'Assemblée législative, le 13^e et dernier, par 56,674 voix (94,481 votants, 163,192 inscrits). Il prit place à droite, soutint la politique du prince-président et s'occupa principalement des questions d'enseignement. En 1850, il fut chargé du rapport sur l'établissement des nouvelles lignes télégraphiques électriques, et du rapport sur la réorganisation des écoles militaires, et demanda, en cette qualité, la suppression du décret du 19 juillet 1848, qui en établissait la gratuité. Il prit part à la discussion sur la réorganisation de l'École polytechnique, et proposa de l'installer à Meudon pour « en fermer l'accès aux passions politiques ». L'Assemblée se contenta de voter la gratuité. Membre de la commission chargée de rédiger le programme de l'enseignement professionnel, il acquit, dans ces discussions, une véritable autorité sur l'Assemblée. Partisan du coup d'Etat, il fut nommé sénateur le 26 janvier 1852, et, peu après, devint inspecteur général de l'enseignement supérieur. Il tenta de réformer l'Instruction dans un sens pratique et proposa un plan de réforme de l'École polytechnique, dont il était membre du conseil de surveillance; mais ses projets rencontrèrent une résistance sérieuse chez ses collègues, particulièrement chez Arago. D'un caractère difficile l'un et l'autre, ils

eurent ensemble de vives discussions; c'est alors que M. Le Verrier fonda grâce à ses relations avec les savants de l'Europe, une association scientifique dont il devint le centre et qui lui permit de recueillir les indications astronomiques utiles à ses travaux. Malgré ses occupations politiques, il ne les avait pas délaissés, et, de 1849 à 1853, il publia plusieurs mémoires sur les irrégularités planétaires, sur le mouvement apparent du soleil et sur l'ensemble du système des astéroïdes entre Mars et Jupiter. A la mort d'Arago, il devint astronome titulaire du Bureau des longitudes, et, dans la nouvelle organisation, dont il était le promoteur, fut nommé directeur de fait de l'Observatoire, le 30 janvier 1854. Des difficultés ne tardèrent pas à s'élever entre lui et ses collaborateurs, difficultés causées par son caractère despotique. De toutes parts, des plaintes s'élevèrent; on parla du « monopole de l'astronomie », et, en 1857, M. Duruy, ministre de l'Instruction publique, dut nommer une commission d'enquête. La situation ne s'améliora pas et la polémique qu'eut M. Le Verrier avec le directeur du *Temps*, M. Neftzer mars 1868, est restée célèbre et n'est peut-être pas tout à l'honneur du journaliste, qui cherchait à atteindre le bonapartiste beaucoup plus que le savant. Après les séances orageuses de l'Institut provoquées par les travaux de Foucault, séances au cours desquelles les académiciens se départirent de leur courtoisie habituelle, le gouvernement se décida à révoquer M. Le Verrier, le 5 février 1870. Au Sénat, M. Le Verrier avait soutenu le gouvernement impérial, et pris part, le 6 mars 1861, à la discussion de l'adresse, en s'associant à l'amendement du duc de Padoue en faveur du pouvoir temporel du pape. Après sa révocation comme directeur de l'Observatoire, il reprit son cours d'astronomie à la Sorbonne, et, à la mort de M. Delaunay, fut renommé, le 13 février 1873, directeur de l'Observatoire, où un comité de surveillance, composé de 6 membres de l'Académie, fut chargé de tempérer ses prétentions autoritaires. Cette nomination ne souleva chez les républicains aucune protestation, parce que M. Le Verrier, tour à tour orléaniste, républicain, bonapartiste, ne leur semblait pas incapable d'une nouvelle évolution. Il acheva, en 1873, son grand travail sur la théorie des planètes et reçut, en 1875, de la Société royale de Londres, la médaille d'or. Commandeur de la Légion d'honneur du 14 août 1863, il fut membre et président du conseil général de la Manche. Après sa mort, ses admirateurs songèrent à lui élever un monument; mais le conseil municipal de Paris, en refusant le terrain demandé, empêcha la réalisation de ce projet. On a de lui: *Mémoire sur la détermination des inégalités séculaires des planètes* (1844); *Théorie du mouvement de Mercure* (1845); *Recherches sur les mouvements de la planète Herschel (Uranus)* (1846); *Mémoires sur les variations séculaires des orbites pour les sept planètes principales* (1867); *Annales de l'Observatoire de Paris*; *Mémoires* (1856-1869); *Observations* (1858-1869).

LEVERT (CHARLES-ALPHONSE), représentant en 1872, député de 1876 à 1889, né à Lens (Pas-de-Calais) le 11 juin 1825, fit ses études au collège Sainte-Barbe, se déclara républicain en 1848, et entra dans l'administration comme secrétaire de M. Emile Ollivier commissaire général du gouvernement provisoire dans les Bouches-du-Rhône. Conseiller de préfecture à Arras, il se

rallia à la politique de L.-N. Bonaparte, qu'il servit avec le plus grand zèle, fut nommé, lors du coup d'Etat, sous-préfet de Saint-Omer grâce à son oncle Carlier, le préfet de police du coup d'Etat, et se fit remarquer par ses rigueurs contre les républicains. L'Empire lui donna de l'avancement : sous-préfet de Valenciennes, préfet de l'Ardeche, préfet de Alger (1860) où il eut à lutter contre l'opposition extrêmement vive que lui faisait dans la presse locale M. Clément Duvernois (*V. ce nom*), préfet de la Vienne (1861), de la Loire (1864), du Pas-de-Calais et enfin des Bouches-du-Rhône, il tenta de résister, à Marseille, lors de la révolution du 4 septembre 1870, lorsqu'une foule de 5,000 personnes envahit la préfecture. Blessé grièvement, il resta caché pendant douze heures, réussit à s'échapper, et gagna la Belgique, d'où il se rendit à Wilhemshöhe près de Napoléon III. Bonapartiste militant, il entra en France après la conclusion de la paix et se présenta à la députation avec un programme impérialiste, le 7 janvier 1872, pour succéder, comme représentant du Pas-de-Calais, au général Faidherbe démissionnaire. M. Levert fut élu par 74,629 voix (132,906 votants, 207,721 inscrits), contre 57,248 à M. Lenglet, républicain. A l'Assemblée nationale, il prit place dans le groupe de l'Appel au peuple à côté de M. Rouher, et s'associa à toutes les manifestations de ses amis politiques. Ce fut lui qui provoqua un jour un incident orageux par cette menace lancée à ses collègues de la gauche : « Nous vous imposerons silence plus tard ! » Il vota : pour la démission de Thiers au 24 mai, s'abstint dans le scrutin sur le septennat, et se prononça pour l'état de siège, pour la loi des maires, contre le ministère de Broglie le 16 mai 1874, pour la dissolution, contre l'amendement Wallon, pour l'amendement Pascal Duprat, et contre l'ensemble des lois constitutionnelles. Candidat, le 30 janvier 1876, aux premières élections sénatoriales dans le Pas-de-Calais, il échoua avec 388 voix (1,004 votants). Les légitimistes, pour faire élire trois des leurs sur quatre, et faire échec aux bonapartistes, s'étaient alliés, au 3^e tour, avec les républicains contre la liste Levert. Celui-ci fut élu député, le 20 février suivant, dans la 2^e circonscription de Saint-Omer, par 7,567 voix (12,885 votants, 16,102 inscrits), contre 4,150 à M. de Saint-Just et 1,068 à M. Liot. Il suivit la même ligne politique que précédemment, se montra peu empressé à soutenir le gouvernement du Seize-Mai, et s'abstint lors du vote de défiance des 363 contre le cabinet de Broglie-Fourtou. Son influence personnelle dans le département du Pas-de-Calais, dont il se flattait d'être le grand électeur, assura d'ailleurs sa réélection, le 14 octobre 1877, par 9,682 voix (13,540 votants). Il ne cessa de combattre à la Chambre les institutions républicaines, opina contre le ministère Dufaure et contre les cabinets qui suivirent, contre l'amnistie, contre l'article 7, etc., et fut encore réélu député de Saint-Omer, le 21 août 1881, par 6,541 voix (13,006 votants, 16,547 inscrits), contre 6,402 à M. Brémart. Adversaire de la politique intérieure et extérieure des ministères Gambetta et J. Ferry, il se prononça contre les crédits du Tonkin, etc., et fut porté sur la liste conservatrice du Pas-de-Calais, le 4 octobre 1885 : élu, le 3^e sur 12, par 102,011 voix (180,439 votants, 216,227 inscrits), il continua d'opiner dans le sens de la droite, avec le groupe impérialiste; il s'est prononcé, en dernier lieu, contre le rétablis-

ment du scrutin d'arrondissement (11 février 1889), pour l'ajournement indéfini de la révision de la Constitution, contre les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, contre le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, contre les poursuites contre le général Boulanger. Commandeur de la Légion d'honneur du 14 août 1867, il a obtenu, en 1874, comme ancien préfet, une pension annuelle de 6,000 francs, avec paiement de plus de 18,000 francs d'arrérages : cette faveur provoqua alors dans la presse démocratique de très vives réclamations.

LÈVESQUE (LOUIS-HYACINTHE-NICOLAS), député de 1824 à 1827 et de 1830 à 1831, né à la Roche-Bernard (Morbihan) le 21 janvier 1774, mort à Paris le 5 février 1840, négociant et maire d'Angers, chevalier de la Légion d'honneur, fut élu, le 26 février 1824, député du 1^{er} arrondissement électoral de la Loire-Inférieure (Nantes), par 305 voix (602 votants, 630 inscrits), contre 286 à M. Rousseau de Saint-Aignan. Il ne s'occupa guère que des intérêts commerciaux de sa région et de questions industrielles et vota souvent avec les ministériels, sans soutenir la politique de M. de Villèle. Les élections du 17 novembre 1827 lui furent défavorables : il échoua avec 140 voix contre 346 à l'élu, M. de Saint-Aignan. Il entra au parlement comme député du 2^e arrondissement du même département (Saint-Philbert), le 23 juin 1830, avec 123 voix (240 votants, 254 inscrits), contre 110 au député sortant, M. de Saint-Aignan, et siégea parmi les ministériels jusqu'à la dissolution de la Chambre en 1831. M. Levesque était conseiller général de la Loire-Inférieure et membre du conseil des manufactures et du commerce.

LÈVESQUE DE POUILLY (PIERRE-ELISABETH), représentant à la Chambre des Cent-jours, député en 1815 et 1816 et de 1830 à 1834, né à Reims (Marne) le 5 décembre 1766, mort à Soissons (Aisne) le 23 février 1855, petit-fils du célèbre moraliste et critique Levesque de Pouilly (1691-1750) et fils de « messire Jean-Simon Levesque, écuyer, seigneur de Pouilly, conseiller du roi et lieutenant général au bailliage de Vermandois, siège royal et présidial de Reims et de Marianne-Julie Hocquet », était propriétaire à Soissons, et commandant de la garde nationale. Elu, le 7 mai 1815, représentant de l'arrondissement de Soissons à la Chambre des Cent-Jours, par 44 voix sur 67 votants et 155 inscrits, contre 17 à M. Collard, il parut plusieurs fois à la tribune dans la courte législature de cette assemblée, et proposa notamment que les chefs et les majors des légions fussent invités à se rendre parmi les représentants, et que l'on réglât, par une loi, la suspension momentanée de la Constitution dans quelques parties du territoire, le maintien de l'ordre public l'exigeant alors impérieusement. Lèvesque de Pouilly fut réélu, le 22 août 1815, par le collège du département de l'Aisne, avec 76 voix sur 135 votants et 266 inscrits. Il fit partie, dans la Chambre introuvable, de la minorité ministérielle. Il reparut à la Chambre de 1830, ayant été élu, le 3 juillet, par le grand collège de l'Aisne, avec 170 voix sur 286 votants et 322 inscrits, adhéra au gouvernement nouveau, et fut réélu, le 5 juillet 1831, dans le 2^e collège de la Marne (Reims), par 140 voix (214 votants, 274 inscrits), contre 49 à M. Hémart. Il vota

avec la majorité conservatrice jusqu'en 1834, et quitta alors la vie politique.

LEVET (NICOLAS-HENRY), représentant en 1848 et en 1849, né à Montbrison (Loire) le 26 décembre 1798, mort à Montbrison le 12 mars 1869, d'une famille influente, fut nommé, en 1835, conseiller de préfecture, puis secrétaire général de la Loire. Les opinions libérales qu'il professait sous Louis-Philippe le firent élire, après la révolution de février, le 23 avril 1848, représentant de la Loire à l'Assemblée Constituante, le 10^e sur 11, par 34,796 voix. M. Levet prit place parmi les conservateurs, fit partie du comité de la rue de Poitiers, et vota, avec la droite, pour le rétablissement du cautionnement et de la contrainte par corps, pour les poursuites contre Louis Blanc et Causidière, contre l'abolition de la peine de mort, contre l'amendement Grévy, contre la présidence, contre le droit au travail, contre la réduction de l'impôt du sel. Absent au moment du vote sur la proposition Rateau (le 12 janvier 1849), il écrivit au *Moniteur* qu'il avait quitté la séance parce que sa femme était souffrante: présent, il eût voté contre les conclusions du comité, c'est-à-dire pour la proposition. Il se prononça encore contre l'amnistie, pour l'interdiction des clubs, pour les crédits de l'expédition romaine, etc. Réélu, le 13 mai 1849, dans le même département, à la Législative, le 3^e sur 9, par 37,045 voix (75,232 votants, 118,427 inscrits), il suivit la même politique, opina avec la droite monarchiste pour toutes les lois de répression, sans se rallier à la politique du coup d'Etat, et fut, le 29 février 1852, candidat indépendant au Corps législatif dans la 1^{re} circonscription de la Loire: il y réunit 1,591 voix seulement, contre 17,514 à l'élue officiel, M. Bouchetal-Laroche. Il rentra alors au barreau de sa ville natale et fut admis à la retraite, comme sous-préfet, le 3 août 1861. On a de M. Levet: *Observations sur le transfert de la préfecture de la Loire à Saint-Etienne* (1834); *Conséquences du déplacement projeté de la préfecture de la Loire à Saint-Etienne* (1849).

LEVET (JEAN-GEORGES-AUZEL), député depuis 1879, fils du précédent, né à Montbrison (Loire) le 13 avril 1834, entra à l'École polytechnique en 1853, puis à l'École des mines, mais n'accepta pas de fonctions publiques. Colonel des mobilisés de la Loire pendant la guerre franco-allemande, maire de Montbrison (1870), conseiller général de la Loire et vice-président du conseil général, il se porta comme candidat républicain à l'élection partielle du 6 avril 1879, dans la 1^{re} circonscription de Montbrison, en remplacement de M. Chavassieu, nommé sénateur, et fut élu par 7,551 voix (8,477 votants, 17,884 inscrits), contre 621 à M. Bernard. Inscrit au groupe de l'Union républicaine, partisan de la politique opportuniste, il soutint le gouvernement, et obtint sa réélection, le 21 août 1881, par 7,469 voix (11,897 votants, 18,205 inscrits), contre 4,415 à M. du Chevalard, monarchiste. Il revint siéger dans la majorité qui défendit de ses votes les cabinets Gambetta et J. Ferry, fut le promoteur de la loi sur la liberté de fabrication des armes de guerre, fut membre de la commission de l'armée, appuya le service de trois ans et l'abolition du volontariat, et se prononça contre la séparation de l'Église et de l'Etat et pour les crédits du Tonkin. Porté, le 4 octobre 1885, sur la liste opportuniste de la Loire,

il fut élu député, au second tour de scrutin, après le désistement de la liste radicale-socialiste, le 2^e sur 9, par 65,381 voix (116,857 votants, 151,072 inscrits). Il reprit sa place à l'Union républicaine, soutint les ministères Rouvier et Tirard, vota pour l'expulsion des princes, et, en dernier lieu, pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement (11 février 1889), pour l'ajournement indéfini de la révision de la Constitution, pour les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, pour le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, pour les poursuites contre le général Boulanger. Officier d'Académie.

LEVICOMTE. — Voy. BLANGY (COMTE DE).

LEVIEUX (ANTOINE-SIMON-PIERRE), député au Corps législatif de l'an XII à 1807, né à Rouen (Seine-Inférieure) le 31 août 1731, mort à Rouen le 6 janvier 1807, « fils de M. Pierre Levieux, marchand en cette ville, et de demoiselle Marthe Jore », négociant à Rouen, juge-consul, et procureur-syndic de la chambre de commerce, joignait encore à ces titres celui de commissaire du gouvernement près l'atelier monétaire de Rouen, lorsque le Sénat conservateur le désigna, le 2 fructidor an XII, pour représenter le département de la Seine-Inférieure au Corps législatif. Levieux siégea dans l'assemblée impériale jusqu'à sa mort, survenue en 1807.

LÉVIS (GASTON-PIERRE-MARC, DUC DE), député en 1789 et pair de France, né à Paris le 7 mars 1764, mort à Paris le 15 février 1830, d'une des plus anciennes maisons de France, dont les ancêtres se prétendaient cousins de la Vierge qui appartenait à la tribu de Lévi, était fils de François-Gaston, duc de Lévis, maréchal de France (1720-1787). Grand bailli de Senlis, il se rallia d'abord aux idées nouvelles, et élu, le 21 mars 1789, député de la noblesse aux États-Généraux par son bailliage, il opina au début dans le sens des réformes. Il parla sur la Déclaration des droits qu'il jugeait inutile, sur la liberté de la presse dont il prit la défense, présenta des observations contre Palissot, proposa d'autoriser le comité des recherches à s'occuper de l'affaire de Favras, donna son opinion sur le recours à exercer contre les auteurs de détentions arbitraires, sur le droit de paix et de guerre, etc., et fit la motion de déclarer que la France n'entreprendrait rien contre les droits d'aucun peuple. Mais bientôt, cédant aux traditions de sa famille, il revint au parti de l'ancien régime et émigra pour aller servir à l'armée des princes (1792). Blessé à Quiberon, le duc de Lévis réussit à se rembarquer pour l'Angleterre et ne revint en France qu'après le 18 brumaire. Il s'occupa alors, non sans succès, de travaux littéraires: *Maximes et réflexions sur différents sujets* (1808); *l'Angleterre au commencement du dix-neuvième siècle* (1814), etc. — Nommé pair de France par Louis XVIII, le 4 juin 1814, il fut fait, en 1815, membre du conseil privé, et entra à l'Académie française par ordonnance royale en 1816. Il se montra, dans la Chambre haute, le zélé soutien du parti aristocratique, selon les privilèges de la législation anglaise qu'il avait approfondie, et vota pour la mort dans le procès du maréchal Ney. Il parla principalement sur les matières de finances, qu'il avait traitées dans plusieurs ouvrages: *Considérations morales sur les*

Finances 1816 ; *Des Emprunts* (1818), etc. Il fut promu maréchal de camp le 10 mars 1815. Chevalier de la Légion d'honneur.

LÉVIS (GUY-HENRI-JOSEPH-THÉRÈSE, MARQUIS DE), pair de France, né à Pamiers (Ariège) le 6 septembre 1757, mort à Paris le 14 août 1828, d'une branche de la maison de Lévis issue vers 1630 d'Henri de Lévis, était fils de Joseph-Chrysante de Lévis, marquis de Gaudiez et de Louise-Victoire de Lévis-Leran. Maréchal des camps et armées du roi, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, il épousa Mlle Terray et émigra avec ses deux fils. Retraité avec le grade de maréchal de camp le 17 février 1819, il fut nommé pair de France le 5 novembre 1827, siégea à la Chambre haute parmi les partisans de la politique ultra-royaliste, et mourut en 1828.

LÉVIS (LEO-GUY-ANTOINE, MARQUIS DE), député de 1828 à 1829, pair de France, né à Toulouse (Haute-Garonne) le 30 août 1786, mort à Changy Loire, le 13 janvier 1870, parent des précédents, appartint aux armées du roi. Lieutenant-colonel, il fut, le 28 avril 1828, élu député du collège de département de la Loire par 70 voix sur 123 votants et 185 inscrits, contre 52 à M. de Vougy, en remplacement de M. de Fournas, décédé. M. de Lévis siégea à droite, et, le 24 juin 1829, fut nommé pair de France. Il appartint à la Chambre haute jusqu'à la révolution de 1830 et se retira alors pour ne pas prêter serment au gouvernement de Louis-Philippe.

LÉVIS (GASTON-FRANÇOIS-CHRISTOPHE, DUC DE VENTADOUR ET DE), pair de France, né à Richmond (Angleterre) le 10 avril 1794, mort à Venise (Italie) le 9 février 1863, fils de Gaston-Pierre-Marc duc de Lévis (*v. p. haut*) et de Mlle Charpentier d'Ennery, reçut, sous l'Empire, un brevet de sous-lieutenant, devint aide-de-camp du duc d'Angoulême en 1814, et prit part, en 1823, à la guerre d'Espagne, comme chef de bataillon, et, en 1828, à l'expédition de Morée, comme colonel. Nommé, à son retour, officier de la Légion d'honneur, il fut appelé, dans les derniers jours de la Restauration, à succéder comme pair de France à son père, mort le 15 février 1830. Il refusa de siéger pour rester fidèle à la branche aînée qu'il accompagna dans l'exil, en Ecosse et en Allemagne. Il fut longtemps un des principaux conseillers du comte de Chambord et mourut à Venise, le 9 février 1863. Marié en 1821, avec Mlle de la Feuillade, il n'en a pas eu d'enfant.

LÉVIS-MIREPOIX (MARC-ANTOINE, COMTE DE), député en 1789, né à Lugny (Saône-et-Loire) le 7 février 1739, exécuté à Paris le 4 mai 1794, de la même famille que les précédents, descendait de Gui 1^{er} de Lévis, célèbre par ses exploits dans les croisades contre les Albigeois et qui reçut, en récompense, le château et la baronnie de Mirepoix. Colonel aux armées du roi et chevalier de Saint-Louis, il fut élu, le 7 avril 1789, député de la noblesse aux États-Généraux par le bailliage de Dijon. Il opina avec la droite de la Constituante, fut arrêté sous la Terreur, incarcéré, condamné à mort et exécuté à Paris le 4 mai 1794.

LÉVIS-MIREPOIX (CHARLES-MARIE-GASTON-PHILIBERT, COMTE DE), député en 1789, né à Saint-Martin-d'Estréaux (Loire) le 9 novembre 1755, exécuté à Paris le 27 mai 1794, suivit la

carrière des armes, et obtint successivement les grades de mestre-de-camp, lieutenant en second du régiment colonel-général-infanterie (1^{er} mars 1778), colonel du régiment maréchal de Turenne (1784), chevalier de l'ordre de Saint-Louis, et maréchal de camp (1^{er} mars 1791). Elu, le 9 mai 1789, député de la noblesse aux États-Généraux par la ville de Paris, il siégea parmi les partisans de l'ancien régime, donna son opinion sur le choix des membres du comité des rapports et vota la conservation des banalités conventionnelles. Arrêté et incarcéré sous la Terreur, il fut condamné à mort et périt sur l'échafaud le 27 mai 1794.

LÉVIS-MIREPOIX (ATHANASE-GUSTAVE-CHARLES-MARIE, MARQUIS DE), pair de France, né à Aix-la-Chapelle (Prusse) le 27 mars 1792, mort à Paris le 7 juin 1851, fils du précédent et de « haute et puissante dame, madame Alexandre-Marie-Julie-Félicité de Montboisier de Lévis, comtesse de Mirepoix, » était gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, aide-camp du duc de Reggio et commandeur de la Légion d'honneur, lorsqu'il fut, le 5 novembre 1827, nommé pair de France. Il soutint de ses votes, au Luxembourg, le gouvernement de Charles X et reentra dans la vie privée en 1830.

LÉVIS-MIREPOIX (ADRIEN-CHARLES-FÉLIX, VICOMTE DE), député depuis 1885, né à Paris le 1^{er} mai 1846, entra à l'École de Saint-Cyr, en sortit officier de cavalerie, et donna peu après sa démission. Il fit la campagne de 1870 au 15^e corps (armée de la Loire et armée de l'Est), puis s'occupa d'agriculture dans ses propriétés de l'Orne. Maire d'Origny, il se présenta à plusieurs reprises à la députation, comme candidat monarchiste. Le 6 mars 1881 (il s'agissait de remplacer M. Dugué de la Fauconnerie démissionnaire), M. de Lévis-Mirepoix obtint, dans la 1^{re} circonscription de Mortagne, 5,188 voix contre 6,659 à l'adu républicain, M. Bartsart des Bois. Il échoua encore au renouvellement général du mois d'août suivant, avec 5,876 voix contre 6,537 au député sortant. Parti, en octobre 1885, sur la liste conservatrice de l'Orne, il fut élu, au second tour de scrutin, le 6^e et dernier, par 45,479 voix (88,704 votants, 107,583 inscrits). M. de Lévis-Mirepoix prit place à la droite monarchiste et vota *contre* la loi sur l'enseignement primaire, *contre* la nouvelle loi militaire, *contre* les divers ministères de la législation et, en dernier lieu, *contre* le rétablissement du scrutin d'arrondissement (11 février 1889), *pour* l'ajournement indéfini de la révision de la Constitution, *contre* les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, *contre* le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, *contre* les poursuites contre le général Boulanger.

LÉVISTE DE MONTBRIAN (JACQUES-GABRIEL-MARIE-SUZANNE, COMTE), député de 1829 à 1830, né à Trévoux (Ain) le 24 mars 1773, mort à Fareins (Ain) le 31 janvier 1854, propriétaire, conseiller général, chevalier de la Légion d'honneur, fut élu, le 13 novembre 1829, député du collège de département de l'Ain, par 97 voix (139 votants, 154 inscrits). Il prit place à droite, vota avec une certaine indépendance, et fut successivement réélu : le 13 novembre 1822, dans le 2^e arrondissement électoral de l'Ain (Trévoux), par 93 voix (166 votants, 187 inscrits), contre 71 à M. Lorin; le 25 février 1824, par 105 voix (147 votants, 193 inscrits), contre 41 à M. Dupac de Mar-